

Le Maroc patronne une nouvelle rencontre inter-libyenne

Charles Saint-Prot

Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques

Depuis le renversement de Kadhafi en octobre 2011, la Libye a connu une période de grande confusion mettant au prise diverses forces et milices régionales. Grâce aux efforts du Royaume du Maroc, un accord de règlement politique avait pu intervenir à Skhirat, sous l'égide de l'ONU le 17 décembre 2015, et il avait permis la création d'un Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli, sous l'autorité de Fayez al-Sarraj. Mais dans l'Est, un parlement parallèle siégeant à Tobrouk et présidé par Aguila Saleh, et surtout un groupe militaire basé à Tripoli, dirigé par un ancien militaire de Kadhafi, le maréchal Khalifa Haftar, ont provoqué une dissidence alimentée par l'Égypte, la Russie et les Émirats arabes unis.

Le chaos s'est aggravé en avril 2019 avec l'attaque lancée par Haftar sur Tripoli. Le Gouvernement d'union nationale, seul gouvernement légitime reconnu par l'ONU, a demandé l'aide d'Ankara et de volontaires arabes. Finalement le GNA a réussi à repousser l'offensive d'Haftar en juin dernier et à reprendre le contrôle de l'ensemble du nord-ouest du pays. Les troupes d'Haftar se retirant à plus de 450 km à l'est de Tripoli. Un cessez-le-feu a été conclu en août 2020, prévoyant des élections présidentielle et parlementaires. Les deux parties devraient également parvenir à un accord sur le partage des revenus pétroliers.

C'est dans ce contexte que le Royaume du Maroc, conscient que la stabilité de la Libye est importante pour la sécurité de toute la région, a de nouveau, déployé des efforts pour mettre un terme à la crise libyenne un rapprochement des de vue entre les protagonistes de la crise. Le chef de la diplomatie des Etats-Unis, Mike Pompeo, a d'ailleurs salué la position marocaine concernant la crise libyenne. Le président de la Chambre des représentants libyenne Aguila Saleh et le président du Haut conseil d'État libyen, Khaled Al Mechri ont été reçus à tour de rôle fin juillet au Maroc. Des entretiens ont ensuite eu lieu à Rabat, le 27 août 2020, entre le Ministre marocain des Affaires étrangères et la responsable de la mission onusienne en Libye, Stéphanie Williams. Celle-ci a également eu des entretiens avec Le Caire et Tunis. Quant à l'Algérie, les diplomates estiment qu'elle doit mettre fin à une attitude ambiguë et soutenir, comme ses voisins marocain et tunisien le font, la légitimité du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) et le traité de Skhirat de 2015.

Finalement, le Maroc a accueilli dans la station balnéaire de Bouznika entre Rabat et Casablanca, à partir du 6 septembre, une réunion des deux principales factions libyennes. Cette réunion - en somme un Skhirat 2 -, destinée à consolider le cessez-le-feu et relancer un processus politique dont la Libye et toute la région ont besoin, a été présidée par le ministre des Affaires étrangères marocain, Nasser Bourita, qui a rappelé que son pays fait montre de « neutralité dans le conflit libyen et de dynamisme pour un règlement consensuel ». Il a précisé que la seule feuille de route est que la solution de la crise en Libye « ne peut être que libyenne et pour les Libyens ».